

<http://ecoleemancepee.org/spip.php?article2481>



# Intervention d'Amandine Cormier (BN) pour présenter le texte action de l'École Émancipée.



Syndicats Nationaux - SNES-FSU - ARCHIVES - CAN du SNES de janvier 2018 -  
Date de mise en ligne : dimanche 21 janvier 2018

---

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

---

Intervention d'Amandine Cormier (BN) pour présenter le texte action de l'École Émancipée.

Nous partageons un certain nombre de constats sur la situation. Nous sommes face à un président et un gouvernement qui mènent une politique ultra-libérale de casse des services publics et qui favorisent les plus riches sur le dos des salarié-es et des plus fragiles.

A cela s'ajoute une politique répressive. Après la loi sur la loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme, la nouvelle « loi Collomb » vise à encore accentuer la répression contre les migrantes et les migrants.

Dans l'éducation, l'autonomie accrue des établissements, qui est en fait celle des chef-fes d'établissements se traduit par une mainmise hiérarchique plus importante.

La préparation de la rentrée va conduire à des situations très différentes et par la même mettre encore davantage les disciplines, les collègues et les établissements en concurrence. Le SNES doit donc fournir des outils aux collègues et aider à développer les mobilisations locales.

Autre exemple. L'évaluation des personnels oblige des collègues, sous la pression de leur chef-fe d'établissement à entrer dans toutes les procédures y compris non obligatoires.

La stratégie des gouvernements qui se sont succédés et maintenant de celui de Macron nous met dans une situation difficile. La rapidité des réformes et en même temps leur fragmentation (attaque d'abord contre l'école puis contre le collège et maintenant contre le lycée) ne facilite pas la construction de mobilisations.

Pourtant, maintenant que les « rumeurs » du début d'année sur le lycée se révèlent vraies, il est largement temps de construire un réel plan d'action fédéral à la hauteur des enjeux pour instaurer un rapport de force favorable. Cela nécessite de travailler en étroite collaboration avec les autres syndicats de la FSU et les organisations lycéennes et d'informer l'ensemble des collègues de la maternelle à l'université.

Cela doit aussi être l'occasion, dans la perspective des élections professionnelles, de communiquer sur notre projet pour l'école et pour le lycée en particulier.

Pour nous, ce plan d'action passe par :

- Un élargissement intersyndical de la pétition « Le bac a du sens » qu'il faut d'ailleurs diffuser de nouveau auprès des collègues.
- Des HIS, des stages académiques mais aussi des réunions publiques ou au moins avec les parents d'élèves.
- Et comme l'ont dit certains S3, une grève nationale avant les vacances  
Mais il faut aussi anticiper la suite et réfléchir par exemple à l'idée de grèves tournantes pour palier au problème des vacances.

Enfin, dans la fonction publique, la journée de mobilisation prévue fin mars ne peut pas être une fin en soi. Le SNES et la FSU doivent proposer dès maintenant à l'intersyndicale d'envisager les suites de cette journée pour ne pas reproduire ce qui s'est passé après le 10 octobre.